

L'ACTUALITÉ  
JURIDIQUE  
DROIT ADMINISTRATIF

# AIDA

**Chronique**  
Page 1150

## LE JUGE ADMINISTRATIF FACE AU *NE BIS IN IDEM*

L'évolution récente des jurisprudences constitutionnelle et européenne relatives au principe *ne bis in idem* ne peut être sans conséquence sur l'office du juge administratif comme juge du filtre de la question prioritaire de constitutionnalité, juge de la conventionnalité des lois et juge de la légalité des sanctions administratives.



Version numérique incluse\*



### DROITS FONDAMENTAUX

#### Montagne médiatique et souris législative

p. 1158

La loi du 10 avril 2019, qui vise à prévenir les violences lors des manifestations et étend les pouvoirs judiciaires, demeure modeste au vu des ambitions du législateur.

### ENVIRONNEMENT

#### Chasse à la glu : la tradition l'emporte sur la jurisprudence de la Cour de Justice

p. 1172

Le Conseil d'Etat a rejeté la demande d'abrogation d'un arrêté ministériel fixant les conditions de la chasse à la glu après avoir examiné sa compatibilité avec la directive Oiseaux.

### FONCTION PUBLIQUE

#### Tirs croisés des oppositions sur le projet de loi Fonction publique

p. 1132

Les débats à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de transformation de la fonction publique ont vu les oppositions de droite et de gauche unir leurs voix pour contester des pans entiers du texte.

**DALLOZ**



9 782996 1319205

HEBDOMADAIRE – 3 juin 2019 – N° 20 – 2019

Pages 1129 à 1184

## AJDA

31-35, rue Froidevaux,  
75685 - Paris cedex 14  
Tél. : 01 40 64 54 54  
Fax : 01 40 64 54 66

Pour joindre un correspondant,  
composez le : 01 40 64 suivi des  
chiffres figurant à la suite de son nom

Hebdomadaire - 75<sup>e</sup> année

Président,  
Directeur de la publication  
Philippe Déroche

**RÉDACTION**  
aj@dalloz.fr

Directeur scientifique  
Fabrice Melleroy

Rédactrice en chef  
Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédacteur en chef adjoint  
Jean-Marc Pastor (5405)

Rédaction  
Carine Biget (5435)  
Emmanuelle Maupin (5306)

Conseil scientifique  
Céline Faivre, Yves Jégouzo,  
Christine Maugué, Nicolas Portier,  
Vincent Potier, Loïc Poupot,  
Nil Symchowicz,  
Didier Truchet, Philippe Volka

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction  
Caroline Charrier (5368)

Secrétaires de rédaction  
Sylvie De Sousa (5455)

Anne Tuttle (5338)  
Rédacteur en chef technique  
Raphaël Henriques (5294)

## ABONNEMENTS / MARKETING

Directrice des abonnements  
Yvette Nay

80, avenue de la Marne,  
92541 Montrouge cedex  
ventes@dalloz.fr

Responsable relation clients  
Ginette N'Koua  
01 40 92 20 85

Publicité  
Myriam Lacroix  
Tél. : 01 40 92 69 66  
mlacroix@editions-legislatives.fr

France métropolitaine 1 an :

622,81 € TTC  
Étranger 1 an : 676,00 € HT  
Prix au numéro : 33,69 € TTC

L'Actualité juridique  
droit administratif est éditée par  
EDITIONS DALLOZ  
SAS au capital de 3 956 040 €  
Siège social : 31-35, rue Froidevaux  
75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550,  
CODE APE 5811 Z  
N° SIRET 572 195 550 00098  
N° TVA FR 69 572 195 550  
N° CPPAP : 1222 T 79888

JOUVE, 1, rue du Docteur-Sauvé,  
53100 Mayenne  
Dépôt légal - juin 2019

Société des Editions Lefebvre-Sarrut  
© Editions Dalloz - L'Actualité  
juridique droit administratif,  
juin 2019



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

# SOMMAIRE..

N° 20/  
hebdomadaire - 3 juin 2019  
pages 1129 à 1184

Le prochain numéro de l'AJDA paraîtra le 17 juin 2019

Retrouvez l'AJDA sur Twitter @AJDA\_Dalloz

## AU FIL DE L'ACTUALITÉ

### 1133 Le Sénat ne veut pas de « geste architectural » sur Notre-Dame de Paris

Les sénateurs ont supprimé du projet de loi pour la restauration de Notre-Dame les dérogations à diverses réglementations. Et prévu que les travaux restituent la cathédrale dans son dernier état visuel.

### 1138 La Cour des comptes veut sécuriser les sociétés d'économie mixte locales

Dans un rapport, la Cour des comptes formule neuf recommandations pour mieux maîtriser les risques liés au recours à la formule de la société d'économie mixte locale.

## ÉTUDES

### 1143 L'action en paiement en contentieux administratif

Par Stéphane Austry, Augustin Brière de la Hosserraye et François Tenailleau

Lorsqu'une somme est réclamée sur le fondement d'un acte juridique à une personne publique, le plein contentieux objectif ou de légalité est généralement une solution favorable au requérant et cohérente du point de vue des règles contentieuses.

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE

### 1168 « Mort à jamais ? Qui peut le dire ? »

Note de Xavier Bloy

Un médecin peut prendre une décision de non-réanimation d'un patient inconscient avant que la détresse vitale ne se manifeste. Mais sous la double condition d'adapter sa décision à l'évolution de l'état du patient et d'une limite maximale de trois mois.



\*A l'aide de vos identifiants, retrouvez votre revue sur Dalloz-Revues.fr et sur l'appil Dalloz pour smartphone et tablette.

### 1129 TRIBUNE

- 1129 **Faisons confiance à la Cour des comptes**,  
par Xavier Vandendriessche

### 1132 AU FIL DE L'ACTUALITÉ

- 1132 **Tirs croisés des oppositions sur le projet de loi Fonction publique**
- 1133 **2018, année de stabilisation des contrôles pour la HATVP**
- 1133 **Le Sénat ne veut pas de « geste architectural » sur Notre-Dame de Paris**
- 1134 **Illustration de la théorie du « domaine public virtuel »**
- 1134 **Pas de recours contre les recommandations du Défenseur des droits**
- 1135 **Construction d'éoliennes : questions autour de l'Autorité environnementale**
- 1135 **Quand l'irrégularité de la clause tient à son contenu illégitime**
- 1136 **Point de départ du délai de recours d'un militaire**
- 1136 **Le FGTI est un organisme public**
- 1136 **Occupation temporaire de bureaux : conditions d'agrément**
- 1137 **S'affranchir des exigences du règlement de la consultation**
- 1137 **Les élections professionnelles ne sont pas des élections politiques**
- 1138 **La Cour des comptes veut sécuriser les sociétés d'économie mixte locales**
- 1138 **Précisions sur le délai de transfert des dublinés**

### 1141 VEILLE DE JURISPRUDENCE

- 1141 **Motivation des décisions sur les frais et dépens**
- 1141 **Vérification des empreintes d'un demandeur d'asile**
- 1142 **Conséquence de l'annulation du licenciement d'un agent contractuel recruté en CDI**
- 1142 **Transfert du bail d'un logement HLM**
- 1142 **Modalités d'échange d'un permis de conduire étranger périmé**

### 1143 ÉTUDES

- 1143 **L'action en paiement en contentieux administratif**,  
par Stéphane Austry,  
Augustin Brière de la Hosserye  
et François Tenailleau

### 1150 CHRONIQUES

- Chronique de jurisprudence du Conseil d'État**,  
par Clément Malverti et Cyrille Beaufile
- 1150 **Sous des étoiles contraires : le juge administratif face au *ne bis in idem***

### 1158 ACTUALITÉ LÉGISLATIVE

- 1158 **Montagne médiatique et souris législative**,  
par Jean-Charles Jobart

### 1168 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- 1168 **« Mort à jamais ? Qui peut le dire ? »**,  
CE 28 novembre 2018,  
note Xavier Bioy
- 1172 **Chasse à la glu : la tradition l'emporte sur la jurisprudence de la Cour de justice**,  
CE 28 décembre 2018,  
*Ligue française de protection des oiseaux*,  
note Julien Bétaille
- 1177 **Fraude fiscale, morale et ordre public - Comment concilier ce triptyque dans le domaine des courses hippiques**,  
CAA Paris, 12 mars 2019,  
concl. Christelle Oriol
- 1181 **Usurpation d'identité par un salarié étranger : la bonne foi de l'employeur peut-elle être prise en compte ?**,  
TA Versailles, 31 janvier 2019,  
*Société Arc-en-Ciel Santé*,  
concl. Michaël Poyet

### 1184 INDEX

Liste des responsables de rubrique et informations aux auteurs en page 1149